



PRÉFET DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE ET
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
NOR 2150-17-00012

**ARRÊTÉ PORTANT DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE CAPACITÉ POUR
L'ÉLEVAGE PROFESSIONNEL D'OISEAUX RAPACES ET L'EXERCICE DE LA
CHASSE AU VOL**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 413-2, et R. 413-3 à R. 413-7 ;
- Vu** l'arrêté du 12 décembre 2000 modifié *fixant les diplômes et les conditions d'expérience professionnelle requis par l'article R. 413-5 du code de l'environnement pour la délivrance du certificat de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques* ;
- Vu** l'arrêté du 10 août 2004 fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 mars 2015 fixant la liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté du 7 septembre 2016 donnant délégation de signature à madame Blandine GRIMALDI directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté du 14 octobre 2016 donnant subdélégation de signature en matière d'attribution et compétences générales ;
- Vu** le dossier de demande de certificat de capacité pour l'élevage professionnel d'animaux d'espèces non domestiques et pour l'exercice de la chasse au vol avec rapaces déposé le 22 septembre 2016, par monsieur Kevin GUILLON demeurant à la Poterie au Perche « le Bourg » 61190 TOUROUVRE-AU-PERCHE et complété le 4 novembre 2017 ;
- Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature des paysages et des sites réunie dans sa formation « faune sauvage captive » le 24 janvier 2017 ;

Considérant les compétences démontrées par le pétitionnaire dans le domaine de la fauconnerie et la chasse au vol ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

DÉCIDE

Article 1 : Le certificat de capacité est accordé à Kevin GUILLON demeurant à « le Bourg » la Poterie au Perche 61190 TOUROUVRE-AU-PERCHE, pour exercer, au sein d'un établissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, la responsabilité de l'entretien des animaux des espèces suivantes dans le cadre de la pratique de la chasse au vol et de l'exercice de l'effarouchement :

Ordre	famille	Nom scientifique	Nom commun
Falconiformes	Accipitridés	<i>Accipiter gentilis</i>	Autour des palombes
		<i>Accipiter nisus</i>	Épervier d'Europe
		<i>Parabuteo unicinctus</i>	Buse de Harris
	falconidés	<i>Falco rusticolus</i>	Faucon gerfaut
		<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin
		<i>Falco biarmicus</i>	Faucon lanier
		<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacré

Pour la taxonomie, les références bibliographiques sont : Pour les oiseaux : *The Howard and Moore complete checklist of the World de Howard et Moore*, édition de 2003.

Article 2 : Ce certificat de capacité est valable dans tous les départements français.

Article 3 : Le titulaire du certificat de capacité est tenu d'informer la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de tout changement du lieu d'exercice de son activité ou de la cessation de celle-ci.

Lorsque le titulaire va exercer son activité dans un autre département, il est tenu d'informer la direction départementale en charge de la protection des populations du lieu d'exercice.

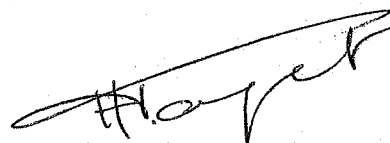
Article 4 : Le non-respect de la présente décision expose son bénéficiaire à des sanctions administratives ou pénales conformément aux articles L. 413-5, L. 415-3 et R. 413-7 du code de l'environnement.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : La présente décision ne vaut pas autorisation d'ouverture de l'établissement.

Article 7 : Une copie de la présente décision sera notifiée au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Alençon, le 25 JAN. 2017
Pour le préfet et par délégation,
le chef de service



Hervé FOUQUET